

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 37

18 septembre 1996

S o m m a i r e

SOCIETES DE SECOURS MUTUELS

Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste du Grand-Duché de Luxembourg»	page 626
Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Association de secours mutuels des Anciens Militaires Luxembourgeois du Bassin Minier»	633
Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Sterbekasse der Sektion Esch-Alzette des LCGB»	638
Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Association de secours mutuels du Corps de la Gendarmerie Grand-Ducale»	639
Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Arbechter-Ennerstätzungsveräin Dudelange»	639
Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Mutuelle de l'ALEBA»	640
Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Caisse de Décès et de Prévoyance des Employés de la Sidérurgie et des Mines»	641
Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «NGL-Caisse mutualiste»	641

Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste du Grand-Duché de Luxembourg».

La Ministre de la Sécurité sociale,

Vu la loi du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels, tel qu'il a été modifié par celui du 8 mars 1967;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité du 31 juillet 1996;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels "Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste du Grand-Duché de Luxembourg" sont conformes avec les dispositions des lois et règlements;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts de la société de secours mutuels "Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste du Grand-Duché de Luxembourg" sont approuvées et entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1996.

Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe le texte des modifications des statuts, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 5 août 1996

La Ministre de la Sécurité sociale,
Mady Delvaux-Stehres

ANNEXE

MODIFICATIONS DES STATUTS DE LA
CAISSE MEDICO-CHIRURGICALE MUTUALISTE DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

I. L'article 3 - Admission - est modifié comme suit:

1° Le paragraphe 1. prend la teneur suivante:

«1. Peut être affiliée à la CMCM toute personne qui remplit les conditions suivantes:

- a) être assurée à titre obligatoire ou volontaire auprès d'une caisse de maladie luxembourgeoise ou du régime commun de l'Assurance de Maladie des Communautés Européennes ou similaires, désignées par "la Caisse de maladie" dans les présents statuts;
- b) avoir son domicile au Grand-Duché de Luxembourg ou dans les régions limitrophes;
par "régions limitrophes", il faut comprendre:
 - pour l'Allemagne: les "Länder" de Sarre et de Rhénanie-Palatinat
 - pour la Belgique: les provinces de Liège et de Luxembourg
 - pour la France: les départements de Moselle et de Meurthe-et-Moselle
- c) être membre d'une société de secours mutuels reconnue par l'Etat et affiliée à la Fédération Nationale de la Mutualité Luxembourgeoise.

Par dérogation aux conditions prévues sub a) et b) ci-dessus, l'affiliation auprès de la CMCM peut être continuée pour l'affilié qui transfère sa résidence à l'étranger. Il en est de même pour le coaffilié qui devient affilié principal, sous réserve cependant de l'observation du délai de 9 mois visé à l'article 13 sub 2.

Les personnes susvisées sont désignées par "l'affilié" dans les présents statuts.»

2° Le point c) de l'alinéa 1 du paragraphe 2. est modifié comme suit:

«c) les enfants légitimes, légitimés, naturels et adoptifs pour autant que l'affilié principal ou son conjoint soit attributaire des allocations familiales;»

3° Il est ajouté un paragraphe 7 nouveau ayant la teneur suivante:

«7. Tout changement d'adresse et d'état civil est à communiquer sans délai à la CMCM.»

II. Le paragraphe 3 de l'article 12 - Généralités - est modifié comme suit:

- «3. Sauf disposition contraire, les prestations sont calculées sur base des prestations servies par l'assurance maladie obligatoire du Grand-Duché de Luxembourg visée par le Code des Assurances Sociales et désignée par "assurance maladie" dans les présents statuts.»

III. Le paragraphe 5 de l'article 13 - Droit aux prestations-Délai de carence - est modifié comme suit:

- «5. Le délai de forclusion, au-delà duquel les affiliés ou leurs ayants-droit ne sont plus fondés à faire valoir leurs droits aux prestations statutaires, est fixé à deux années comptées à partir de la date du paiement de la facture établie par les prestataires de soins de santé et fournisseurs. En ce qui concerne la prise en charge directe par le système du "tiers payant", le délai de forclusion est fixé à deux années comptées à partir de la date de la prestation mise en compte par les prestataires de soins de santé et fournisseurs.»

IV. Le point g) de l'alinéa 1 de l'article 15 - Frais non couverts - est modifié comme suit:

«g)les hospitalisations, traitements et autres fournitures non autorisés ou refusés par la caisse de maladie;»

V. L'alinéa 1 du paragraphe 3. de l'article 16 - Dispositions générales - est modifié comme suit:

«3.Les prestations sont calculées par référence aux tarifs applicables à l'assurance maladie d'après la nomenclature des actes et services des médecins et médecins-dentistes, ces tarifs étant désignés par "tarifs officiels" dans les présents statuts.»

VI. A l'article 18 - Frais médicaux - est ajouté un paragraphe 4 nouveau ayant la teneur suivante:

«4.En cas d'accouchement, l'anesthésie péridurale est prise en charge jusqu'à concurrence du tarif 7A43.»

VII. L'alinéa 2 du paragraphe 3. de l'article 19 - Prothèses externes et internes - est modifié comme suit:

«Le remboursement de la CMCM s'élève à 40% d'un prix limite de 10.000.- LUF.»

VIII. L'article 20 - Frais d'accompagnement - prend la teneur suivante:

«Art. 20.

Frais d'accompagnement

La CMCM rembourse les frais d'accompagnement jusqu'à concurrence du forfait journalier mis en compte par l'établissement hospitalier pendant la durée du séjour prise en charge pour l'hospitalisé par la CMCM en cas:

- a) d'une intervention chirurgicale grave ou d'un traitement médical grave;
- b) d'une hospitalisation d'un enfant de moins de 14 ans;
- c) d'une intervention chirurgicale d'un affilié bénéficiant de l'allocation spéciale pour personnes gravement handicapées.»

IX. L'article 21 - Cures de convalescence et de rééducation - est modifié comme suit:

«Art. 21.

Cures

A la suite d'une intervention chirurgicale ou d'un traitement médical grave, la CMCM rembourse le découvert des frais d'une seule cure dûment autorisée par la caisse de maladie pendant 21 jours avec un maximum de 75.- LUF au nombre-indice 100 par jour à condition que la cure débute endéans les 6 mois de la sortie de l'hôpital.»

X. Le paragraphe 1. de l'article 23 - est modifié comme suit:

«1. L'intervention de la CMCM se limite aux prestations pour soins de médecine dentaire prévues aux tarifs officiels.»

XI. L'article 24 prend la teneur suivante:

«Art. 24.

1) Sous réserve des dispositions de l'article 23 des statuts, la CMCM rembourse le découvert jusqu'à 100% des tarifs officiels des positions suivantes:

a) SOINS GINGIVAUX ET DENTAIRES

- DS1 Détartrage en une ou plusieurs séances
- DS2 Traitement médical de la parodontose, par séance
- DS3 Correction de l'occlusion dentaire et meulage sélectif, par séance
- DS20 Anesthésie locale
- DS21 Anesthésie régionale

b) EXTRACTIONS DENTAIRES

- DS61 Extraction simple d'une dent monoradiculaire ou d'une dent pluriradiculaire supérieure
- DS62 Extraction simple d'une molaire inférieure
- DS63 Extraction d'une dent au cours d'accidents cellulaires ou osseux, groupe incisivo-canin, prémolaires, molaires supérieures
- DS64 Extraction d'une dent au cours d'accidents cellulaires ou osseux, molaires inférieures
- DS65 Extraction simple des racines d'une dent mono- ou pluriradiculaire
- DS66 Extraction des racines d'une dent par morcellement
- DS67 Extraction des racines d'une dent avec alvéolectomie
- DS68 Extraction d'une dent en malposition
- DS71 Tamponnement d'une ou plusieurs alvéoles pour hémorragie post-opératoire, dans une séance ultérieure, par séance
- DS72 Traitement d'alvéolite consécutive à une ou plusieurs extractions, par séance
- DS73 Résection des bords alvéolaires après extractions multiples
- DS74 Suture gingivale avec ou sans résection partielle d'une crête alvéolaire
- DS75 Suture gingivale étendue à un hémimaxillaire ou à un bloc incisivo-canin avec ou sans résection d'une crête alvéolaire
- DS76 Enucléation chirurgicale d'un kyste de petit volume

- DS77 Cure d'un kyste par marsupialisation
- DS78 Excision d'un cal fibreux
- DS79M Frais de matériel en cas de suture

c) EXTRACTIONS CHIRURGICALES

- DS88 Extraction chirurgicale d'une dent incluse ou enclavée
- DS89 Extraction chirurgicale d'une canine incluse
- DS90 Extraction chirurgicale d'odontoïdes ou de dents surnuméraires inclus ou enclavés, germectomie
- DS91 Extraction chirurgicale d'une dent incluse ou enclavée au cours d'accidents inflammatoires
- DS92 Extraction chirurgicale d'une dent en désinclusion, non enclavée, dont la couronne est sous-muqueuse
- DS93 Extraction chirurgicale d'une dent ectopique et incluse (coroné, gonion, branche montante, bord basilaire de la branche montante et du menton, sinus)
- DS94 Extraction par voie alvéolaire d'une racine refoulée dans le sinus
- DS95 Lavage du sinus maxillaire par voie alvéolaire
- DS96 Curetage alvéolaire, granulectomie, esquillectomie

d) ORTHODONTIE

- DT10 Moulages d'orthodontie fournis à la caisse
- DT11 Examen de la position des dents avec moulages
- DT21 Traitement de la malposition des dents par appareils divers, avant le début du traitement actif
- DT22 Traitement de la malposition des dents par plan incliné concernant plus de deux dents, avant le début du traitement actif
- DT23 Réduction de l'espace interdentaire par ligature ou par traction
- DT31 Traitement orthodontique, par appareil mobile, chez un enfant de moins de 17 ans, première période de 6 mois, au placement de l'appareil
- DT32 Traitement orthodontique, par appareil mobile, chez un enfant de moins de 17 ans, première période de 6 mois, à la fin de cette période
- DT33 Traitement orthodontique, par appareil mobile, chez un enfant de moins de 17 ans, deuxième période de 9 mois
- DT34 Traitement orthodontique, par appareil mobile, nécessitant plusieurs moulages et appareils par asynchronisme important des rythmes évolutifs des dents et du squelette chez un enfant de moins de 7 ans, troisième période; au 21^e mois du traitement
- DT35 Traitement orthodontique, par appareil mobile, nécessitant plusieurs moulages et appareils par asynchronisme important des rythmes évolutifs des dents et du squelette chez un enfant de moins de 7 ans, troisième période; à la fin du traitement actif ou au 27^e mois du traitement
- DT36 Traitement orthodontique, par appareil mobile, pour fente labiale ou labio-maxillaire chez un enfant de moins de 17 ans, forfait annuel
- DT41 Traitement orthodontique, par appareil fixe, chez un enfant de moins de 17 ans, première période de 6 mois, au placement de l'appareil
- DT42 Traitement orthodontique, par appareil fixe, chez un enfant de moins de 17 ans, première période de 6 mois, à la fin de cette période
- DT43 Traitement orthodontique, par appareil fixe, chez un enfant de moins de 17 ans, deuxième période de 9 mois
- DT44 Traitement orthodontique, par appareil fixe, nécessitant plusieurs moulages et appareils par synchronisme important des rythmes évolutifs des dents et du squelette chez un enfant de moins de 17 ans, troisième période; au 21^e mois du traitement
- DT45 Traitement orthodontique, par appareil fixe, nécessitant plusieurs moulages et appareils par synchronisme important des rythmes évolutifs des dents et du squelette chez un enfant de moins de 17 ans, troisième période; à la fin du traitement actif ou au 27^e mois du traitement
- DT46 Traitement orthodontique, par appareil fixe, pour fente labiale ou labio-maxillaire chez un enfant de moins de 17 ans, forfait annuel

- 2) Sous réserve des dispositions de l'article 23 des statuts, la CMCM rembourse pour les positions suivantes les montants maxima ci-après:

SOINS GINGIVAUX ET DENTAIRES

DS5	Attelle métallique dans la parodontose ou la fracture des procès alvéolaires	1.630.-
DS6	Prothèse attelle de contention ou gouttière occlusale	1.630.-
DS18	Reconstitution large d'une dent sur pivot	500.-
DS19	Reconstitution d'un angle en résine sur le groupe incisivo-canin	500.-
DS33	Aurification	500.-
DS34	Inlay, une face	1.000.-
DS35	Inlay portant sur deux faces d'une dent	1.000.-
DS36	Inlay portant sur trois faces ou onlay, par dent	1.000.-»

XII. L'article 25 prend la teneur suivante:

«Art. 25.

Sous réserve de l'application des articles 15 sub i) et 23 des statuts, la CMCM prend en charge le découvert des frais pour fournitures médico-dentaires jusqu'à concurrence des montants maxima ci-après:

1. PROTHESE DENTAIRE ADJOINTE

DA12	Plaque base en résine injectée ou plaque renforcée ou plaque coulée	1.500.-
DA13	Prothèse à squelette (à l'exception d'une seule dent et avec au minimum deux moyens d'attache)	5.000.-
DA23	Empreinte fonctionnelle, closed mouth technic	700.-
DA32	Dent contreplaquée	310.-
DA33	Facette or	450.-
DA37	Rétention par pesanteur, aimants, ressorts, implants ou résine molle	700.-
DA42	Crochet simple	200.-
DA43	Crochet de type compliqué	700.-
DA44	Crochet de prothèse squelettique	700.-
DA45	Attachements	700.-
DA52	Réparation de fracture sur plaque base en matière métallique (remontage en plus)	1.500.-
DA64	Adjonction d'un crochet compliqué après empreinte	700.-

Les prothèses dentaires adjointes provisoires sont prises en charge à raison de 20% du tarif officiel.

2. PROTHESE DENTAIRE CONJOINTE

DB23	Couronne à facette	2.000.-
DB25	Couronne télescopique servant d'ancrage à une prothèse adjointe	2.600.-
DB26	Articulation, glissière ou construction similaire incorporée à une couronne ou un inlay servant d'ancrage à une prothèse adjointe	1.600.-
DB28	Inlay servant de pilier de bridge	1.600.-
DB31	Reconstitution sur inlay-pivot par couronne	1.600.-
DB33	Couronne jacket en porcelaine	2.000.-
DB36	Descellement d'une dent à pivot ou d'un pivot radiculaire cassé	200.-
DB37	Réparation d'une prothèse conjointe, descellement et rescellement non compris	500.-
DB47	Élément de bridge céramo-métallique	2.000.-

La CMCM prend en charge les huit dents antérieures (supérieures et inférieures) des prothèses dentaires conjointes provisoires à raison de 500.- LUF l'unité, à savoir:

$$\frac{14 - 11 / 21 - 24}{44 - 41 / 31 - 34}$$

La CMCM prend en charge les métaux utilisés jusqu'à concurrence de 1.000.- LUF par élément pour les positions suivantes:

DB21	Couronne coulée
DB24	Couronne trois quarts
DB29	Dent à pivot avec anneau radiculaire (genre Richmond)
DB30	Dent à pivot en porcelaine ou résine massive (genre Davis)
DB32	Couronne Jacket en résine
DB48	Élément de bridge barre (spring bridge)
DB49	Élément de bridge en métal massif
DB50	Élément de bridge en résine
DB51	Élément de bridge à facette ou dent à tube

3. PRESTATIONS RESERVEES A L'ASSURANCE ACCIDENTS

DW18	Reconstitution large d'une dent sur pivot	500.-
DW19	Reconstitution d'un angle en résine sur le groupe incisivo-canin	500.-
DW20	Prothèse à squelette en métal non précieux	5.000.-
DW21	Crochet de type compliqué, métal non précieux	700.-
DW23	Couronne à facette	2.000.-
DW25	Couronne télescopique servant d'ancrage à une prothèse adjointe	2.600.-
DW28	Inlay servant de pilier de bridge	1.600.-
DW31	Reconstitution sur inlay-pivot par couronne	1.600.-»

XIII. L'article 26 - Dispositions générales - prend la teneur suivante:

«Art. 26.

Dispositions générales

1. Pour des traitements médicaux ou médico-dentaires à l'étranger autorisés préalablement, la CMCM fournit les prestations suivantes:

- En cas d'une intervention chirurgicale avec ou sans hospitalisation ou d'un traitement médical grave, les prestations sont versées conformément aux articles 27 à 30 ci-après.
- En cas de traitements médico-dentaires, les prestations sont versées conformément aux articles 23 à 25 ci-avant.
- En cas de consultation d'un médecin spécialiste à l'étranger autorisée préalablement, les prestations sont versées conformément à l'article 30 sub f.

2. Pour un traitement urgent lors d'un déplacement temporaire à l'étranger, la CMCM fournit les prestations ci-après, devenues immédiatement nécessaires en cas de maladie ou d'accident:
 - a) En cas d'assistance et en cas d'hospitalisation, les prestations sont versées conformément au contrat «MUTEX-ASSISTANCE» repris à l'Annexe III.
 - b) En cas d'intervention chirurgicale ambulatoire, les prestations sont versées conformément aux articles 29 et 30 des présents statuts.
 - c) En cas de traitement ambulatoire sans intervention chirurgicale, la CMCM prend en charge le découvert pour frais médicaux et connexes, après participation de l'assurance maladie, jusqu'à un montant maximal de 25.000.- LUF par période de douze mois.
3. La CMCM règle les frais:
 - a) soit en prenant en charge les dépenses par la voie du tiers payant (Règlement par la voie du tiers payant).
 - b) soit en remboursant intégralement ou partiellement les dépenses avancées par l'affilié (Règlement par remboursement).
4. Les prestations ne peuvent dépasser, en aucun cas, le découvert restant à charge de l'affilié, après participation de la caisse de maladie.»

XIV. L'article 28 est modifié en son paragraphe 2. comme ci-après:

- 1° Le point a) - Prothèses externes et internes - est modifié sub 3. comme suit:
«Par dérogation à ce qui précède la CMCM prend en charge les frais pour l'acquisition d'une perruque dûment autorisée par la caisse de maladie à la suite d'une série de séances de chimiothérapie.
Le remboursement de la CMCM s'élève à 40% d'un prix limite de 10.000.- LUF.»
- 2° Le point b) - Frais d'accompagnement - est modifié comme suit:
«La CMCM rembourse les frais de séjour d'une personne accompagnant l'affilié hospitalisé jusqu'à un maximum de 2.500.- LUF par jour pour la durée du séjour accordée par la CMCM à la personne hospitalisée sur présentation des factures originales afférentes acquittées.»
- 3° Le point c) - Cures de convalescence et de rééducation - est modifié comme suit:
«c) Cures
A la suite d'une intervention chirurgicale ou d'un traitement médical grave, la CMCM rembourse le découvert des frais d'une seule cure dûment autorisée par la caisse de maladie pendant 21 jours avec un maximum de 75.- LUF au nombre-indice 100 par jour à condition que la cure débute endéans les 6 mois de la sortie de l'hôpital.»
- 4° Le point d) - Frais de déplacement, de transport ou de voyage - est modifié comme suit:
«En cas de traitement médico-chirurgical visé à l'article 27 ci-avant, la CMCM accorde à l'affilié et en cas d'hospitalisation de l'affilié également à la personne accompagnante un forfait unique établi en fonction de la distance parcourue (aller-retour) à savoir:
1.000.- LUF pour une première tranche qui ne dépasse pas 200 km;
1.500.- LUF pour une seconde tranche qui ne dépasse pas 400 km.
2.000.- LUF pour une troisième tranche qui se situe au-delà de 400 km.
La CMCM rembourse les frais de transport en ambulance, hélicoptère ou avion sanitaire, autorisé par la caisse de maladie, jusqu'à concurrence de 30% du tarif officiel.»
- 5° Le point g) - Frais de traitement pré- et postopératoires - est modifié comme suit:
«Outre les prestations visées au point f) qui précède, ces mêmes périodes pourront valoir pour le remboursement d'éventuelles hospitalisations ou réhospitalisations en relation avec l'intervention chirurgicale proprement dite selon les tarifs officiels ou conformément aux dispositions des conventions visées au paragraphe 1 ci-avant.
La présentation d'un certificat du médecin traitant attestant que l'hospitalisation est en relation directe avec l'acte opératoire en question, ainsi que l'avis favorable du médecin-conseil de la CMCM sont de rigueur.»

XV. L'article 30 est modifié comme ci-après:

- 1° Le point a) - Frais de séjour à l'hôpital - est modifié sub 3) comme suit:
«3) La CMCM accorde un forfait maximal de 100.- LUF au nombre-indice 100 par journée d'hospitalisation, pendant 60 jours au maximum par période de 12 mois. En cas d'hospitalisation ininterrompue dépassant la durée de 12 mois, le forfait n'est accordé qu'une seule fois.»
- 2° L'alinéa 1 du point e) - Frais de traitement pré- et postopératoires - est modifié comme suit:
«Outre les prestations visées au point d) qui précède, ces mêmes périodes pourront valoir pour le remboursement d'éventuelles hospitalisations ou réhospitalisations en relation avec l'intervention chirurgicale proprement dite selon les tarifs officiels et conformément aux dispositions visées sub a) alinéa 1 ci-dessus.»
- 3° Il est ajouté un point f) nouveau ayant la teneur suivante:
«f) Consultation d'un médecin spécialiste
Sous réserve d'autorisation par le contrôle médical de la sécurité sociale, ou pour un affilié ne résidant pas au Grand-Duché d'une autorisation par le médecin-conseil de la CMCM, celle-ci participe au découvert des honoraires et des frais connexes de 2 consultations au maximum par période de 12 mois. La participation ne peut dépasser le montant de 5.000.- LUF par consultation et se limite aux frais engagés le jour même de la consultation.»

XVI. Le paragraphe 1. de l'article 39 prend la teneur suivante:

- «1. Chaque société de secours mutuels affiliée à la CMCM est représentée dans l'assemblée générale par des délégués dûment mandatés à choisir parmi ses membres ayant droit aux prestations de la CMCM prévues par les présents statuts.

Toutefois pour une assemblée générale extraordinaire étant appelée à statuer sur une modification du chapitre VI - prestations du régime particulier - et/ou de l'annexe IV y relative des présents statuts, chaque société doit choisir ses délégués obligatoirement parmi ses membres ayant droit à toutes les prestations de la CMCM, à savoir les prestations tant du régime commun que du régime particulier, tels que déterminées par les présents statuts.

Le nombre des délégués est fixé comme suit:

- 1 délégué par société dont le nombre des membres inscrits à la CMCM ne dépasse pas 100
- 2 délégués par société dont le nombre des membres inscrits à la CMCM se situe entre 101 et 200
- 3 délégués par société dont le nombre des membres inscrits à la CMCM se situe entre 201 et 400
- 4 délégués par société dont le nombre des membres inscrits à la CMCM se situe entre 401 et 800
- 5 délégués par société dont le nombre des membres inscrits à la CMCM se situe entre 801 et 1600
- 6 délégués par société dont le nombre des membres inscrits à la CMCM dépasse 1600."

XVII. L'article 42 prend la teneur suivante:

- «1. Toute modification des présents statuts et de ses annexes ne peut être votée que par une assemblée générale extraordinaire annoncée au moins 60 jours à l'avance aux sociétés de secours mutuels et spécialement convoquée à cet effet au moins 20 jours à l'avance avec indication expresse de l'ordre du jour.

2. Chaque proposition présentée par une société de secours mutuels tendant à modifier les présents statuts et ses annexes doit être soumise au moins 40 jours avant la date fixée pour l'assemblée générale extraordinaire au conseil d'administration de la CMCM. Ce dernier doit porter le texte intégral et original de la proposition de modification statutaire soumise, avec le nom de la société en question, à la connaissance de chaque société de secours mutuels, en autant d'exemplaires que de délégués plus un pour le secrétariat.

3. Lors d'une assemblée générale extraordinaire convoquée pour statuer sur une modification des présents statuts, autre que celle prévue à l'alinéa ci-après, le nombre de délégués, présents ou représentés dans l'assemblée générale extraordinaire doit atteindre la majorité du nombre de délégués inscrits au droit de vote. Au cas où le quorum requis ci-avant ne serait pas atteint il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Lors d'une assemblée générale extraordinaire convoquée pour statuer sur une modification du chapitre VI - prestations du régime particulier - et/ou de l'annexe IV y relative des présents statuts, seuls les délégués désignés par leurs sociétés de base conformément au paragraphe 1er de l'article 39 des présents statuts peuvent participer au vote sur ladite modification statutaire; un quorum minimal n'étant pas requis.

4. Les décisions des assemblées portant tant sur les modifications statutaires prévues à l'alinéa 1 du paragraphe 3 ci-dessus que sur celles prévues à l'alinéa 2 du même paragraphe doivent, pour être valables, réunir pour chacun des deux votes la majorité des deux tiers des délégués présents ou représentés désignés conformément aux dispositions afférentes des présents statuts. Par ailleurs les décisions doivent être homologuées par le Ministre de la Sécurité Sociale suivant les formes déterminées par l'article 2 du règlement grand-ducal du 31.7.1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels, tel qu'il a été modifié dans la suite."

XVIII. L'annexe I est modifié comme ci-après:

- 1° La liste des actes médicaux relevés sous le point a) - Interventions chirurgicales légères et moyennes - est complétée comme suit:

- * sous le chapitre 2 - Chirurgie - Section 4 - Chirurgie des membres - sont ajoutés les positions suivantes:

- «2E49 Prothèse totale du coude
- 2E96 Changement de prothèse totale de la hanche
- 2E97 Changement de prothèse totale du genou"

- * avant le dernier chapitre (chapitre 3 - du tarif des médecins-dentistes - Extractions chirurgicales) du point a) est ajouté un chapitre 2 libellé comme ci-après:

«*Chapitre 2 - du tarif des médecins-dentistes - Extractions dentaires*

- DS74 Suture gingivale avec ou sans résection partielle d'une crête alvéolaire
- DS75 Suture gingivale étendue à un hémimaxillaire ou à un bloc incisivo-canin avec ou sans résection d'une crête alvéolaire
- DS76 Enucléation chirurgicale d'un kyste de petit volume
- DS77 Cure d'un kyste par marsupialisation
- DS78 Excision d'un cal fibreux»

- 2° La liste des actes médicaux relevés sous le point b) - Interventions chirurgicales graves - est complétée sous le chapitre 2 - Chirurgie - Section 3 - Chirurgie des os et des articulations - par la position suivante:

- «2K65 Triple ostéotomie du bassin"

3° Le point c) - Traitements médicaux graves - prend la teneur suivante:

«c) Traitements médicaux graves avec indication de la durée d'hospitalisation prise en charge:

Affections	Durée maximale
Accident vasculaire cérébral aigu invalidant	60 jours
Accident ischémique transitoire	30 jours
Affections lympho- et hématopoïétiques aiguës	30 jours
Chimiothérapie anti-cancéreuse par voie parentérale (par période de 12 mois)	40 jours
Coma diabétique hyperglycémique	10 jours
Gangrène gazeuse (Gasbrand)	30 jours
Hépatite virale	30 jours
Infarctus du myocarde	40 jours
Maladie de Crohn et rectocolite ulcéro-hémorragique	30 jours
Méningite	30 jours
Mucoviscidose	30 jours
Poly-traumatisé grave	60 jours
Radiothérapie (par période de 12 mois)	40 jours
Salmonellose (Typhus)	30 jours
Sclérose en plaques en poussée	30 jours
Sclérose latérale amyotrophique	30 jours
Tuberculose pulmonaire aiguë	30 jours
Zona-ophtalmique	30 jours

Remarque: Les traitements médicaux ci-dessus énumérés ne sont pris en charge par la CMCM qu'après présentation d'un certificat médical motivé. La durée maximale y indiquée vaut pour chaque nouveau cas à l'exception des traitements de chimiothérapie et de radiothérapie où la période des 12 mois est toujours de rigueur.»

XIX. A l'annexe II le point 7. - Règlement de prise en charge des traitements et cicatrisation des séquelles de brûlures graves et des séquelles cicatricielles post-opératoires ou post-traumatiques au Centre Thermal de St. Gervais (F-Haute-Savoie) - est modifié en son article 1. comme suit:

«**Art.1.** La CMCM prend en charge par le système du tiers payant, les prestations suivantes:

- a) pour le curiste:
 - l'intégralité des frais se rapportant au forfait thermal
 - les honoraires des médecins surveillants
 - les honoraires du kinésithérapeute pour les séances de massage et de rééducation
 - la note des frais de séjour de l'hôtel conventionné
 - un forfait de 2.000.- LUF pour les frais de voyage;
- b) pour la personne accompagnante:
 - la note des frais de séjour jusqu'à concurrence de 2.500.- LUF par jour
 - un forfait de 2.000.- LUF pour les frais de voyage»

XX.- L'annexe IV - Garantie "PRESTAPLUS" - prend la teneur suivante:

«**Art. 1^{er} - Objet de la protection**

En cas d'interventions chirurgicales légères ou moyennes, y compris les accouchements, telles que définies à l'annexe 1a) des statuts, la CMCM accorde les prestations suivantes sous réserve de l'application de l'article 12 sub 3 des statuts, qui dispose que les prestations sont calculées sur base des prestations servies par l'assurance maladie obligatoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Ainsi la CMCM prend en charge:

1. les frais de séjour à l'hôpital à raison de la différence entre les tarifs de 1ère classe (sans salle de bains) et le remboursement de la caisse de maladie en 2ème classe à deux lits.
2. les honoraires médicaux à raison de la différence entre le tarif de 1ère classe et le remboursement de la caisse de maladie en 2ème classe.

Art. 2 - Conditions d'admission

Peut bénéficier de la garantie "PRESTAPLUS" visée à l'article 31 des statuts de la CMCM tout affilié habitant au Grand-Duché de Luxembourg ou dans les régions limitrophes et ayant rempli les conditions prévues à l'article 13 desdits statuts.

Art. 3 - Début de la protection

L'affilié est protégé par la garantie "PRESTAPLUS" à partir de la date fixée dans l'acceptation de la demande d'adhésion, qui tient compte du délai de carence déterminé ci-après.

Art. 4 - Délai de carence

Le délai de carence est fixé à trois mois à partir du 1er jour du mois qui suit l'entrée de la demande d'adhésion, sous condition que les cotisations échues aient été payées endéans les trente jours de l'appel de cotisations. A défaut, le délai de carence commence à courir à partir de la date du paiement.

Art. 5 - Cotisations

L'affilié, tel qu'il est défini à l'article 3 des statuts de la CMCM, règle une cotisation familiale annuelle déterminée selon son âge à la date d'affiliation par différence de millésime.

La cotisation est fixée comme suit:

Âge d'affiliation à l'adhésion	Cotisation annuelle familiale
moins de 40 ans	395.-
de 40 à 54 ans	454.-
de 55 à 64 ans	491.-
65 ans et plus	580.-

Les montants susvisés sont fixés au nombre-indice 100 du coût de la vie et adaptés aux variations dudit nombre-indice, d'après les dispositions régissant la législation sur les traitements des fonctionnaires de l'Etat.

La cotisation est perçue pour l'année de cotisation sur la base de la cote d'application de l'échelle mobile des salaires, en vigueur au 1er novembre de l'année précédente.

Elle est arrondie par le haut au multiple de 5.- francs supérieurs.

L'échéance et le règlement de la cotisation sont fixés d'après les dispositions de l'article 11 des statuts de la CMCM.

Art. 6 - Démission

L'affilié peut renoncer au renouvellement de son adhésion, en informant la CMCM 60 jours avant l'échéance de la nouvelle période annuelle d'adhésion.

Art. 7 - Réadmission des affiliés démissionnaires ou radiés

En cas de réadmission, le délai de carence fixé à l'article 4 précité est porté à 24 mois.

Art. 8 - Disposition générale

Les prestations ne peuvent, en aucun cas, dépasser le découvert restant à charge de l'affilié, après participation des caisses de maladie.

Art. 9 - Disposition finale

Pour tous les cas non prévus par le présent règlement, il est fait application des statuts de la CMCM, par analogie.

Art. 10 - Dispositions transitoires

1. Pour les membres affiliés au 31 décembre 1993 à la garantie "PRESTAPLUS" et par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 5 qui précède, la cotisation est déterminée selon l'âge que l'affilié avait à la date de sa dernière affiliation à la CMCM.

2. Les membres n'ayant pas opté au 30 juin 1996 pour les deux risques cumulés, peuvent continuer à bénéficier du risque choisi.

Pour ces affiliés la cotisation annuelle au nombre-indice 100, par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 5, s'établit comme suit:

COTISATION ANNUELLE FAMILIALE		
Age d'affiliation à l'adhésion	Remboursement des honoraires médicaux	Prestations de séjour hospitalier
moins de 40 ans	121.-	274.-
de 40 à 54 ans	151.-	303.-
de 55 à 64 ans	166.-	325.-
65 ans et plus	232.-	348.-

Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Association de secours mutuels des Anciens Militaires Luxembourgeois du Bassin Minier».

La Ministre de la Sécurité sociale,

Vu la loi du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels, tel qu'il a été modifié par celui du 8 mars 1967;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité du 31 juillet 1996;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Association de secours mutuels des Anciens Militaires Luxembourgeois du Bassin Minier» sont conformes avec les dispositions des lois et règlements;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Association de secours mutuels des Anciens Militaires Luxembourgeois du Bassin Minier», ainsi que le texte coordonné des statuts, sont approuvés et entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe le texte des modifications statutaires, ainsi que le texte coordonné des statuts, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 5 août 1996.

La Ministre de la Sécurité sociale,
Mady Delvaux-Stehres

ANNEXE

**Modifications des statuts de la société de secours mutuels
«Association de secours mutuels des Anciens Militaires Luxembourgeois du Bassin Minier»**

1° L'article 11 prend la teneur suivante:

«**Art. 11.** Les membres effectifs s'engagent à payer une cotisation annuelle de 300 francs pour avoir droit aux prestations prévues au chapitre VI des présents statuts.»

2° Les articles 14 et 15 prennent la teneur suivante:

«**Art. 14.** La cotisation des membres honoraires s'élève à 300.- francs par an.»

«**Art. 15.** Les cotisations seront prélevées moyennant ordre permanent. A défaut d'ordre permanent, les membres sont tenus de verser, sur initiative personnelle, les cotisations annuelles et ce jusqu'au premier mars de l'année en cours.

Les membres sont obligés de signaler à la société tout changement de leur adresse ou de leur état civil.

En cas de recherche d'une adresse ou d'un renvoi une taxe unique de 100 francs est perçue.»

3° Le paragraphe 2 de l'article 19 est modifié comme suit:

«2. L'allocation de naissance s'élève à 5.000.- francs. Pour des naissances multiples, chaque enfant donne droit à l'allocation entière.»

4° Les articles 20 à 22 prennent la teneur suivante:

«**Art. 20.** La société est administrée par un conseil d'administration composé des sept à neuf membres, dont un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Art. 21. Le président du conseil est élu par l'assemblée générale au scrutin secret à la majorité absolue des membres présents pour la durée de cinq ans. En cas d'une candidature unique un scrutin secret n'est pas requis; l'élection pourra se faire par acclamation. Le mandat de président est renouvelable.

Art. 22. Les autres membres du conseil d'administration ainsi que trois membres suppléants sont élus au scrutin secret par l'assemblée générale ordinaire à la majorité des membres présents pour la durée de quatre ans.

Tous les deux ans le conseil est renouvelé pour la moitié.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le membre suppléant nouvellement élu au conseil, en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé, termine le mandat de ce dernier.»

**Texte coordonné des statuts de la société de secours mutuels
«Association de secours mutuels des Anciens Militaires Luxembourgeois du Bassin Minier»**

CHAPITRE I^{er}.- DENOMINATION ET SIEGE DE LA SOCIETE

Art. 1^{er}. Il fut créé le 6 avril 1930 à Esch-sur-Alzette une société de secours mutuels qui porte la dénomination «Association de secours mutuels des Anciens Militaires Luxembourgeois du Bassin Minier.» Elle est régie par la loi du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels et ses règlements d'exécution. Elle est désignée dans les présents statuts par la société.

Le siège de la société est à Esch-sur-Alzette.

CHAPITRE II.- OBJET DE LA SOCIETE

Art. 2. La société a pour objet d'accorder respectivement à leurs membres effectifs ainsi qu'à leur conjoint ou à leurs survivants des aides financières:

- a) en cas de décès du membre effectif ou de son conjoint;
- b) lors de la naissance d'un enfant d'un membre effectif.

Par ailleurs la société a pour but:

- d'intensifier les contacts entre les anciens membres de l'Armée Luxembourgeoise et de tenir en éveil et de promouvoir le sens de la camaraderie entre anciens militaires;
- de participer à toutes les fêtes patriotiques organisées par l'Administration communale de la Ville d' Esch-sur-Alzette.

L'affiliation à la société, soit en qualité de membre effectif, soit en qualité de membre honoraire permet l'adhésion à toutes les institutions existantes ou à créer de la Mutualité luxembourgeoise.

CHAPITRE III.- DE LA QUALITE DE LA SOCIETE

Art. 3. La société se compose de membres effectifs et de membres honoraires.

Art. 4. Les membres effectifs sont toutes les personnes qui s'engagent à respecter les présents statuts et qui peuvent bénéficier des prestations de la société.

Art. 5. Les membres honoraires sont les personnes qui soutiennent la société par une contribution financière sans cependant avoir droit aux prestations.

CHAPITRE IV . - DE L'ADMISSION, DE LA DEMISSION ET DE L'EXCLUSION

Art. 6. Peuvent être admis en qualité de membre effectif les militaires se trouvant en activité de service, de même que ceux qui ont quitté ce service, jusqu'à l'âge de 44 ans révolus, à condition de servir ou d'avoir servi honorablement le pays.

Le candidat ayant dépassé l'âge de 44 ans ne pourra être admis comme membre effectif qu'à la condition de verser au trésorier de l'Association, le montant actuel des cotisations échues depuis sa vingt-quatrième année révolue. Il en est de même pour le conjoint.

Le conjoint d'un membre effectif peut prétendre aux prestations de la société, à condition de verser les cotisations afférentes visées à l'article 12 ci-après. En cas de divorce avec le membre effectif le conjoint ne peut rester membre de la société que dans la seule qualité de membre honoraire.

La demande d'adhésion est à adresser au président du conseil d'administration, à laquelle est jointe:

- a) un certificat renseignant sur la période de service militaire accomplie à l'Armée Luxembourgeoise;
- b) un extrait de l'acte de naissance;
- c) en cas de mariage - un extrait de l'acte de mariage.

Le droit d'inscription est fixé à cent francs.

Art. 7. Des membres honoraires peuvent être admis sans conditions d'âge, de domicile ou de nationalité.

Art. 8. La démission doit être signifiée par écrit au président du conseil d'administration.

Art. 9. L'exclusion de la société est prononcée par le conseil d'administration dans les cas suivants:

- a) pour non-paiement de la cotisation ou de toute autre taxe dans les trois mois de la date d'échéance;
- b) pour infraction grave aux statuts;
- c) pour agissements contraires aux intérêts de la société.

Il est réservé au membre exclu d'introduire un recours auprès de l'assemblée générale.

Art. 10. La démission et l'exclusion de la société ne donnent pas droit au remboursement des cotisations payées.

Les membres exclus ne seront plus réadmis à la société.

CHAPITRE V.- LES COTISATIONS DES MEMBRES

Art. 11. Les membres effectifs s'engagent à payer une cotisation annuelle de 300 francs pour avoir droit aux prestations prévues au chapitre VI des présents statuts.

Art. 12. Le conjoint d'un membre effectif, qui désire bénéficier des prestations prévues au chapitre VI des statuts, doit payer la même cotisation que les membres effectifs.

Art. 13. Après le décès d'un membre effectif, son conjoint, qui n'a pas fait usage de la possibilité offerte à l'article 12 peut devenir membre honoraire, moyennant paiement de la cotisation fixée à l'article 14.

Art. 14. La cotisation des membres honoraires s'élève à 300.- francs par an.

Art. 15. Les cotisations seront prélevées moyennant ordre permanent. A défaut d'ordre permanent, les membres sont tenus de verser, sur initiative personnelle, les cotisations annuelles et ce jusqu'au premier mars de l'année en cours.

Les membres sont obligés de signaler à la société tout changement de leur adresse ou de leur état civil.

En cas de recherche d'une adresse ou d'un renvoi une taxe unique de 100 francs est perçue.

CHAPITRE VI. - LES PRESTATIONS DE LA SOCIETE

A.- Indemnité funéraire

Art. 16. En cas de décès d'un membre effectif ou de son conjoint, ayant payé la cotisation afférente fixée respectivement aux articles 11 et 12, une indemnité funéraire de 15.000.- francs est payée à la personne, présentant un extrait de l'acte de décès et pouvant justifier d'avoir payé les frais funéraires.

Art. 17. A défaut d'un ayant-droit, la société prend à charge les frais funéraires jusqu'à concurrence de l'indemnité funéraire. Un éventuel solde reste acquis à la société.

Art. 18. L'indemnité funéraire n'est pas cessible et ne peut être saisie. Elle n'est plus due après un délai de 3 ans qui suit le décès.

B. Allocation de naissance

Art. 19. 1. L'allocation de naissance est due au membre effectif à la naissance d'un enfant.

2. L'allocation s'élève à 5.000.- francs. Pour des naissances multiples, chaque enfant donne droit à l'allocation entière.

3. L'allocation de naissance est due également:

- à la naissance d'un enfant illégitime;
- à l'adoption d'un enfant;
- à la naissance d'un enfant mort-né.

4. L'allocation de naissance est payée dans tous les cas sus-visés à la présentation d'un extrait de l'acte de naissance, respectivement d'un extrait de l'acte certifiant la naissance d'un enfant mort-né. En cas d'adoption, la présentation d'une copie du jugement d'adoption est de rigueur.

5. Pour avoir droit à l'allocation de naissance il est exigé une durée d'affiliation minimum de deux ans

6. L'allocation de naissance est payée une seule fois pour chaque enfant.

CHAPITRE VII. - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

A. Le Conseil d'administration

Art. 20. La société est administrée par un conseil d'administration composé de sept à neuf membres, dont un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Art. 21. Le président du conseil est élu par l'assemblée générale au scrutin secret à la majorité absolue des membres présents pour la durée de cinq ans. En cas d'une candidature unique un scrutin secret n'est pas requis; l'élection pourra se faire par acclamation. Le mandat de président est renouvelable.

Art. 22. Les autres membres du conseil d'administration, ainsi que trois membres suppléants sont élus au scrutin secret par l'assemblée générale ordinaire à la majorité des membres présents pour la durée de quatre ans.

Tous les deux ans le conseil est renouvelé pour la moitié.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le membre suppléant nouvellement élu au conseil en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé, termine le mandat de ce dernier.

Art. 23. Les membres du conseil répartissent entre eux les différents postes, autres que celui de président.

Art. 24. Le conseil d'administration se réunit sur convocation écrite par le secrétaire en accord avec le président aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres sont présents.

En cas d'égalité des voix, celle du président est pépondérante.

Art. 25. Tous les détenteurs de postes ou de mandats de la société peuvent à tout moment en cas de négligence de leurs devoirs être relevés de leurs postes par le conseil d'administration. Tel est le cas notamment si un membre du conseil n'a pas assisté à deux réunions successives du conseil sans motif valable.

Art. 26. Des indemnités peuvent être accordées par le conseil d'administration.

Art. 27. Les obligations du conseil d'administration sont les suivantes:

- a) la surveillance générale et l'administration de la société en application des présents statuts;
- b) la convocation des assemblées générales;
- c) le contrôle des opérations comptables et financières;
- d) l'administration du patrimoine de la société;
- e) l'examen du droit des demandeurs d'aides financières prévues au chapitre VI, en vue de la prise de décisions afférentes;
- f) la décision dans toutes les affaires non prévues par les statuts.

Art. 28. Le président représente la société judiciairement et extrajudiciairement. Il veille à l'exécution des statuts et signe tous les documents décisions et délibérés. Il prend les dispositions nécessaires pour les réunions du conseil d'administration et la convocation des assemblées générales. Il dirige les réunions et les discussions et doit plus précisément interdire les attaques personnelles et les discussions politiques.

Art. 29. Le vice-président remplace le président pendant son absence avec toutes ses compétences. Par ailleurs il assiste le président dans l'exécution de ses fonctions.

Art. 30. Les travaux administratifs de la société incombent au secrétaire, tels que la correspondance, les comptes-rendus des réunions du conseil et des assemblées générales.

Art. 31. Le trésorier est chargé de la comptabilité et de la gestion financière de la société.

Art. 32. Pour la représentation de la société, envers des tiers la signature du président ou du vice-président est requise.

Annuellement, après la clôture de l'exercice, à savoir au plus tard à la fin du mois de mars, le trésorier doit rendre compte de la situation financière de la caisse.

B. Les assemblées générales

Art. 33. La société doit se réunir annuellement pour une assemblée générale ordinaire.

Tous les membres effectifs de la société, qui ont payé leur cotisation au jour de l'assemblée générale, peuvent y participer.

Art. 34. Les convocations aux assemblées générales doivent parvenir par écrit aux membres au moins huit jours à l'avance avec indication précise de l'ordre du jour.

Art. 35. L'assemblée générale ordinaire a les compétences suivantes:

- a) élection du président et des autres membres du conseil d'administration ainsi que de trois membres suppléants;
- b) élection de trois réviseurs de caisse prévus à l'article 37;
- c) approbation des rapports de caisse du trésorier et des réviseurs de caisse;
- d) la fixation du montant des cotisations et des différentes indemnités.

Art. 36. Pendant l'assemblée générale ordinaire le conseil d'administration présente le compte rendu de son activité, des affaires de l'année écoulée, ainsi que du patrimoine de la société.

Art. 37. L'assemblée générale désigne chaque année parmi les membres effectifs trois réviseurs de caisse, chargés du contrôle des factures et de la comptabilité de la société, de la révision de la caisse et d'en faire le rapport à l'assemblée générale.

Art. 38. Les décisions de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité simple des voix des membres effectifs présents. Les procurations ne sont pas acceptées.

Art. 39. Une assemblée générale extraordinaire est convoquée.

- 1. sur décision du président ou d'au moins deux tiers des membres du conseil d'administration, ou
- 2. à la demande signée par au moins 20 membres effectifs avec l'indication précise de l'ordre du jour.

La convocation pour l'assemblée générale extraordinaire doit parvenir aux membres effectifs au moins trente jours à l'avance, avec indication précise de l'ordre du jour.

Une assemblée générale ordinaire et une assemblée générale extraordinaire peuvent avoir lieu l'une après l'autre au même jour.

Art. 40. Les résolutions de l'assemblée générale extraordinaire ne sont valables que si elles sont prises à la majorité des membres effectifs présents.

CHAPITRE VIII. - LE PATRIMOINE DE LA SOCIETE

Art. 41. Les recettes de la société comprennent:

- a) les cotisations des membres;
- b) les intérêts des fonds placés;
- c) les subsides de l'Etat et des communes;
- d) les recettes extraordinaires (dons et legs, etc).

Art. 42. Le patrimoine ne peut être utilisé en aucun cas à des fins autres que ceux prévus expressément par les statuts.

Aucune cotisation ne peut être prélevée sans être prévue par les statuts.

CHAPITRE IX.- MODIFICATION DES STATUTS, CONCILIATION, ARBITRAGE DES LITIGES

Art. 43. Chaque demande de modification des statuts doit être présentée au conseil d'administration. Les statuts ne pourront être modifiés que par une assemblée générale extraordinaire, convoquée à cet effet au moins trente jours à l'avance. Pour être valable les décisions de cette assemblée générale sont soumises aux dispositions de l'article 3 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 concernant la détermination le fonctionnement des sociétés de secours mutuels tel qu'il a été modifié par le règlement grand-ducal du 8 mars 1967.

Art. 44. Toutes les difficultés ou litiges naissant au sein de la société, aussi bien parmi les membres, d'une part, et le conseil d'administration d'autre part, seront réglés par deux arbitres à désigner par les parties intéressées. Lorsqu'une des parties omet cette nomination, le président de la société peut s'en charger.

CHAPITRE X.- DISSOLUTION, LIQUIDATION, FUSION DE LA SOCIÉTÉ

Art. 45. La société ne peut se dissoudre qu'en cas d'insuffisance constatée de ses ressources financières. La dissolution et la liquidation se font suivant les dispositions de l'article 8 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1961, tel qu'il est modifié par règlement grand-ducal du 8 mars 1967.

La fusion avec une autre société s'opérera suivant les dispositions du règlement sus-mentionné du 31 juillet 1961.

Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Sterbekasse der Sektion Esch-Alzette des LCGB».

La Ministre de la Sécurité sociale,

Vu la loi du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels, tel qu'il a été modifié par celui du 8 mars 1967;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité du 31 juillet 1996;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Sterbekasse der Sektion Esch-Alzette des LCGB» sont conformes avec les dispositions des lois et règlements;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Sterbekasse der Sektion Esch-Alzette des LCGB» sont approuvées et entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe le texte des modifications des statuts, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 5 août 1996.

La Ministre de la Sécurité sociale,
Mady Delvaux-Stehres

ANNEXE

Modifications des statuts de la société de secours mutuels «Sterbekasse der Sektion Esch-Alzette des LCGB»

1° L'alinéa 2 de l'article 9 prend la teneur suivante:

«Von Rechtswegen ausgeschlossen sind diejenigen Mitglieder, welche trotz schriftlicher Aufforderung ihren Jahresbetrag bis zum 1. März des laufenden Jahres nicht entrichtet haben.»

2° L'article 16 prend la teneur suivante:

«**Art. 16.** Beim Tode eines wirklichen Mitgliedes oder dessen Ehepartners, welcher den unter Artikel 11 festgesetzten Beitrag gezahlt hat, wird ein Sterbegeld von 15.000.- Franken an diejenige Person ausgezahlt, die eine amtliche Sterbeurkunde binnen einem Jahr vorlegt.»

3° Le paragraphe 1. de l'article 19 est modifié comme suit:

«1. Die Geburtenzulage wird jedem wirklichen Mitglied bei der Geburt eines Kindes gewährt.»

4° Le paragraphe 6 du même article 19 est abrogé.

Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Association de secours mutuels du Corps de la Gendarmerie Grand-Ducale».

La Ministre de la Sécurité sociale,

Vu la loi du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels, tel qu'il a été modifié par celui du 8 mars 1967;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité du 31 juillet 1996;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Association de secours mutuels du Corps de la Gendarmerie Grand-Ducale» sont conformes avec les dispositions des lois et règlements;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Association de secours mutuels du Corps de la Gendarmerie Grand-Ducale» sont approuvées et entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe le texte des modifications des statuts, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 5 août 1996.

La Ministre de la Sécurité sociale,
Mady Delvaux-Stehres

—
ANNEXE

Modifications des statuts de la société de secours mutuels «Association de secours mutuels du Corps de la Gendarmerie Grand-Ducale»

1° L'article 8 prend la teneur suivante:

«**Art. 8.** Die Verwaltung des Vereins ist dem Vorstand anvertraut. Derselbe besteht aus dem Präsidenten, dem Vize-Präsidenten, dem Kassierer, dem Schriftführer und acht Beisitzenden. Für den Fall, dass kein aktives Mitglied des Korps für einen der vorbenannten Posten zur Verfügung stehen sollte, so kann, im Interesse der Kontinuität des Vereins, auch ein im Ruhestand lebendes Vorstandsmitglied mit einem dieser Ämter betraut werden.

Die Zahl der im Vorstand vertretenen und im Ruhestand lebenden Mitglieder sollte indes die Zahl sechs nicht übersteigen.

Stellt sich jedoch kein pensioniertes Mitglied zur Wahl, so kann der vakante Posten während der Amtsdauer von drei Jahren durch ein aktives Mitglied besetzt werden.»

2° L'article 27 prend la teneur suivante:

«**Art. 27.** Das nach dem Ableben eines Mitglieds an dessen Empfangsberechtigten gemäss Artikel 28 zu zahlende Sterbegeld beträgt ab erstem Jahr der Mitgliedschaft 16.000.- Franken.

Bei dem Ableben eines Kindes unter 21 Jahren erhält das betreffende Vereinsmitglied ein Sterbegeld von 5.000.- Franken, sofern es den Eltern noch zur Last fällt.

Bei Wiederheirat eines Mitgliedes beginnt die Mitgliedschaft der Frau vom ersten Tag der Heirat an.

Bei Todgeburten wird kein Sterbegeld gewährt."

3° L'article 28bis est modifié comme suit:

«**Art. 28bis.** Bei der Geburt oder der Adoption eines Kindes wird dem Mitglied eine Prämie von 3.000.- Franken gewährt. Die Auszahlung erfolgt nach Vorlage eines Geburtsscheines oder einer Adoptionsurkunde.»

—
Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Arbechter-Ennerstützungsveräin Dudelange».

La Ministre de la Sécurité sociale,

Vu la loi du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels, tel qu'il a été modifié par celui du 8 mars 1967;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité du 31 juillet 1996;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Arbechter-Ennerstützungsveräin Dudelange» sont conformes avec les dispositions des lois et règlements;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Arbechter-Ennerstëtzeungsveräin Dudelange» sont approuvées.

Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe le texte des modifications des statuts, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 5 août 1996.

La Ministre de la Sécurité sociale,
Mady Delvaux-Stehres

ANNEXE

**Modifications des statuts de la société de secours mutuels
«Arbechter-Ennerstëtzeungsveräin Dudelange»**

1° L'alinéa 2 de l'article 15 prend la teneur suivante:

«Die Summe des auszuzahlenden Sterbegeldes beläuft sich auf:

- * 8.000 Franken wenn das Mitglied bei seinem Eintritt in die Gesellschaft das 55.te Lebensjahr noch nicht erreicht hatte;
- * 3.000 Franken wenn das Mitglied bei seinem Eintritt in die Gesellschaft das 55.te Lebensjahr bereits erreicht hatte.»

2° L'article 19 prend la teneur suivante:

«**Art. 19.** Die Höhe der auszuzahlenden Unterstützung beträgt 100 Franken pro Aufenthaltstag im Krankenhaus. Sie wird für die maximale Dauer von 30 Tagen Krankenhausaufenthalt pro Kalenderjahr gewährt.»

Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Mutuelle de l'ALEBA».

La Ministre de la Sécurité sociale,

Vu la loi du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels, tel qu'il a été modifié par celui du 8 mars 1967;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité du 31 juillet 1996;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Mutuelle de l'ALEBA» sont conformes avec les dispositions des lois et règlements;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Mutuelle de l'ALEBA» sont approuvées.

Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe le texte des modifications statutaires, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 5 août 1996.

La Ministre de la Sécurité sociale,
Mady Delvaux-Stehres

ANNEXE

Modifications des statuts de la société de secours mutuels «Mutuelle de l'ALEBA»

1° L'article 5 prend la teneur suivante:

«**Art.5.** La société a pour objet de procurer à ses membres, à leurs conjoints ne poursuivant pas un travail régulier et à leurs enfants légitimes, légitimés, naturels et adoptifs ouvrant droit aux allocations familiales, d'après les modalités fixées à l'article 15 des présents statuts, des secours en espèces en cas de maladie, de blessures, d'infirmité, d'incapacité de travail prolongée, de chômage, de décès.»

2° L'article 9 prend la teneur suivante:

«**Art. 9.** Sont d'office membres honoraires le conjoint du membre effectif décédé, les membres de l'Amicale des Pensionnés de l'ALEBA ("A.P.-ALEBA").»

Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Caisse de Décès et de Prévoyance des Employés de la Sidérurgie et des Mines».

La Ministre de la Sécurité sociale,

Vu la loi du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels, tel qu'il a été modifié par celui du 8 mars 1967;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité du 31 juillet 1996;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Caisse de Décès et de Prévoyance des Employés de la Sidérurgie et des Mines» sont conformes avec les dispositions des lois et règlements;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Caisse de Décès et de Prévoyance des Employés de la Sidérurgie et des Mines» sont approuvées.

«Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe le texte des modifications statutaires, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 5 août 1996.

La Ministre de la Sécurité sociale,
Mady Delvaux-Stehres

ANNEXE

**Modifications des statuts de la société de secours mutuels
«Caisse de Décès et de Prévoyance des Employés de la Sidérurgie et des Mines»**

1° L'article 5 prend la teneur suivante:

«Art. 5. Peuvent adhérer à la société comme membre honoraire, les personnes qui paient une cotisation annuelle de 120.- LUF (cent vingt) sans avoir le droit à une indemnité de décès.»

2° L'article 14 prend la teneur suivante:

«Art. 14. La cotisation annuelle s'élève à 460.- LUF (quatre cent soixante).»

3° A l'article 16 est ajouté un point b) nouveau libellé comme ci-après; le point b) actuel devenant le point c):

«b) Prime de mariage

Lors du mariage et sur présentation du certificat de mariage, les membres effectifs, affiliés depuis une année au moins, se verront allouer une prime de 2.000.- LUF (deux mille). Cette prime sera doublée, si les mariés sont tous les deux membres de la C.D.P.E.S.M.»

Arrêté ministériel du 5 août 1996 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «NGL-Caisse mutualiste».

La Ministre de la Sécurité sociale,

Vu la loi du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels, tel qu'il a été modifié par celui du 8 mars 1967;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité du 31 juillet 1996;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels «NGL-Caisse mutualiste» sont conformes avec les dispositions des lois et règlements;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts de la société de secours mutuels «NGL-Caisse mutualiste» sont approuvées.

Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe le texte des modifications statutaires, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 5 août 1996.

La Ministre de la Sécurité sociale
Mady Delvaux-Stehres

ANNEXE

Modifications des statuts de la société de secours mutuels «NGL-Caisse mutualiste»

1° L'article 4 prend la teneur suivante:

«**Art.4.** Die Mutualitätskasse besteht aus wirklichen und aus Ehrenmitgliedern.»

2° L'article 9 prend la teneur suivante:

«**Art. 9.** Beim Sterbefall eines wirklichen Mitgliedes kann der Ehepartner

- a) wirkliches Mitglied, oder
- b) Ehrenmitglied der Mutualitätskasse werden.

Der Ehepartner behält das Recht, sich und seine Familienmitglieder über die N.G.L. - Mutualitätskasse weiter bei der C.M.C.M. zu versichern.»

3° A la suite de l'alinéa suivant le point C) de l'article 14 sont ajoutés des points D), E) et F) nouveaux étant libellé comme suit:

«D) Jede Regionalsektion darf höchstens mit 2 Mitgliedern vertreten sein. Diese Bestimmung zählt nicht für die Vorstandsmitglieder von Regionalsektionen, welche augenblicklich mehr als zwei Vertreter im Verwaltungsrat haben.

E) Jede Kandidaturerklärung muss 14 Tage vor der Generalversammlung schriftlich an den Verwaltungsrat eingereicht werden.

F) Bei Stimmgleichheit gilt der jüngste Kandidat als gewählt.»

4° L'article 28 prend la teneur suivante:

«**Art. 28.** Die Prüfung der Rechnungen und Geschäftsbücher so wie die Revision der Kasse der Mutualitätskasse erfolgt durch die Kontrollkommission des NGL-Hauptvorstandes. Ausserdem wählt die Generalversammlung jedes Jahr unter den wirklichen Mitgliedern drei Kassenrevisoren, welche mit den oben genannten die Prüfung der vom Kassierer vorgelegten Jahresabrechnung vornehmen. Die Jahresabrechnung nebst Bericht über die Generalversammlung wird im Presseorgan der N.G.L. "Kontakt" bekannt gegeben.»

5° Les articles 31 à 36 prennent la teneur suivante:

«**Art. 31.** Die Beschlüsse der ausserordentlichen Generalversammlung können mit der Mehrheit von zwei Drittel der gültigen Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst werden.

Art. 32. Die vom Verwaltungsrat einberufenen Generalversammlungen sind unabhängig von den Kongressen der NGL und finden getrennt statt.

Art. 33. Die wirklichen Mitglieder verpflichten sich zur Zahlung eines monatlichen Beitrages von 28 Franken. Dieser Beitrag wird mit dem Monatsbeitrag der N.G.L. von der N.G.L.- Hauptkasse mit einkassiert. Letztere verpflichtet sich, den Beitrag monatlich an die N.G.L.- Mutualitätskasse abzuführen.

Art. 34. Der Beitrag der Ehrenmitglieder ist auf 150 Franken pro Jahr festgelegt. Dieser Beitrag wird vom Kassierer der N.G.L. - Mutualitätskasse einkassiert.

Art. 35. Der Ehepartner eines Mitgliedes verpflichtet sich zur Zahlung eines monatlichen Beitrages von 28 Franken.

Art. 36. Um Anrecht auf die von der N.G.L. - Mutualitätskasse gewährten Leistungen zu erhalten, müssen Mitglieder dieser Kasse seit wenigstens 6 Monaten ununterbrochen angehören. Ausserdem muss jedes betreffende Mitglied oder ein direkter Familienangehöriger unverzüglich das Sekretariat der N.G.L.-Mutualitätskasse in Ehlingen benachrichtigen. Den ausgetretenen Mitgliedern, welche in einem Zeitraum von weniger als 12 Monaten der N.G.L. - Mutualitätskasse wieder beitreten, werden die früheren Mitgliedschaftsperioden angerechnet."

11° L'article 37 prend la teneur suivante, précédé de l'intitulé "Unterstützung bei der Geburt eines Kindes":

«B) Unterstützung bei der Geburt eines Kindes

Art. 37. Bei der Geburt eines Kindes eines wirklichen Mitgliedes wird eine Geburtszulage von 5.000 Franken pro Kind gezahlt.»

12° A l'article 40 les points 2) et 3) prennent la teneur suivante:

«2) Beim Tod eines wirklichen Mitgliedes, welches zwischen dem 50ten und 55ten Lebensjahr in die NGL eingetreten ist, beträgt die Sterbeunkostenhilfe 15.000 Franken.

3) Beim Ableben eines wirklichen Mitgliedes, welches zwischen dem 56ten und 60ten vollendeten Lebensjahr in die NGL eingetreten ist, beträgt die Sterbeunkostenhilfe 10.000 Franken.

13° L'article 43 est abrogé; les articles 44 à 49 devenant les articles 43 à 48.

14° A l'avant-dernier article, devenu l'article 47, le terme "Gesellschaft" est remplacé par le terme "Mutualitätskasse".